

**Sommaire de la présentation de Christina Mills,
présidente de l'Association canadienne de santé publique (ACSP),
à l'audience de la Commission sur l'avenir des soins de santé**

— à Ottawa le 4 avril 2002 —

Christina Mills a commencé son exposé en demandant si les Canadiens voient toujours les soins de santé comme un bien collectif ou si la situation du « sauve qui peut! » doit prédominer. Elle aborde le problème de la privatisation et croit que les frais modérateurs ne serviront qu'à réduire l'accès dans le cas de personnes démunies et que la prestation de soins de santé avec profit ne produira que des effets négatifs sur la santé. La réforme du système peut être réalisée en augmentant l'investissement public et en réorganisant ce système de manière simultanée, et non en des étapes successives, comme l'indiquait le rapport du Forum national sur la santé. L'Association canadienne de santé publique (ACSP) recommande les mesures suivantes à la Commission : 1) assurer le financement adéquat et permanent du système de soins de santé, 2) élargir les paramètres de la Loi canadienne de la santé aux soins palliatifs, aux soins à domicile et à l'assurance médicaments, etc.; le fait que l'intégralité des soins soit assujettie au lieu et aux soins de santé offerts à cet endroit est un anachronisme, 3) investir dans l'infrastructure de la santé publique (l'incident de Walkerton démontre bien ce besoin), 4) investir « en amont » maintenant pour ne pas avoir à investir « en aval » plus tard, 5) investir dans les soins de longue durée, 6) effectuer une réforme des soins de santé primaires, 7) renforcer les fondements scientifiques des soins de santé (s'assurer que les connaissances sont accessibles et fondées sur des résultats), et 8) fixer des objectifs clairs en santé. En réponse à une question de la Commission Romanow qui demandait pourquoi les gouvernements ne réagissaient pas suffisamment aux besoins du public dans des secteurs comme la qualité de l'eau, la santé publique et l'immunisation, l'ACSP répond qu'il est dans la nature humaine de se concentrer sur ce qui est le plus urgent. Il est plus difficile, explique Mills, de présenter un enfant-vedette d'affiche pour la prévention du cancer ou d'une maladie cardiaque que de présenter un patient en attente d'une transplantation pour défendre la cause. Le marketing est en partie responsable de cette situation. Mais une grande partie du public souhaite qu'on mette l'accent sur la prévention, et ce sont peut-être les politiciens qui ont du retard en cette matière. Mills termine en disant que nous ne pouvons pas nous permettre de ne pas soutenir un système de soins de santé public.

Tiré du site Web de Santé Canada

— <http://www.hc-sc.gc.ca/francais/soins/romanow/hcc0386.html> —